

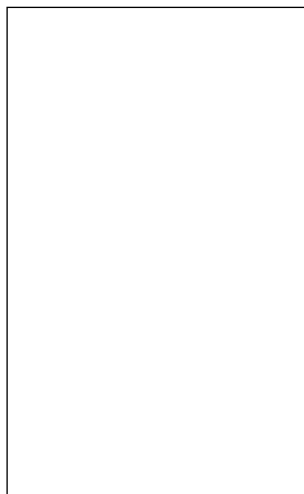


## Étude politique

Politiques d'exil Stéphane Dufoix

Puf, 2002, 314 p., 22 euros

► Par "politiques d'exil", il faut comprendre "scènes et vies politiques en émigration" : Stéphane Dufoix dresse une typologie de ce qu'il appelle l'"exopolitie", c'est-à-dire la communauté des exilés qui tente de remettre sur pied à l'étranger une vie politique et culturelle d'opposition. Cet essai historique analyse ce qui est géné-



ralement négligé, voire vaguement ridiculisé, car la vie politique des exilés est souvent décrite comme impuissante ou en proie aux rivalités stériles et aux querelles byzantines. Il a donc le mérite de nous montrer que la communauté des exilés politiques est une réalité

sociologique et politique en elle-même, avec ses règles – à défaut de lois –, ses leaders – à défaut de chefs d'État ou de gouvernement –, ses héros et ses traîtres – ceux qui craquent et qui décident de retourner au pays –, ainsi que sa paranoïa, omniprésente. L'auteur assoit sa démonstration et sa théorisation de l'"exopolitie" sur l'étude comparatiste de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne depuis 1945 jusqu'aux débuts des années quatre-vingt-dix. Il nous montre ainsi que ces microcosmes non seulement sont mortels mais qu'ils sont considérablement transformés par les bouleversements qui affectent la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968 ou la Pologne en 1981. Ces crises voient en effet de nouvelles vagues d'exilés arriver et bousculer les certitudes et la légitimité des premières générations, "installées" dans l'exil.

Le choix méthodologique du comparatisme est assez opérationnel, il montre entre autres que la formation de ces "exopolities" revêt peu ou prou le même caractère dans ces trois pays, mais aussi dans des cas sensiblement différents, comme par exemple celui des Allemands antinazis des années trente ("Weimar en exil", pour reprendre l'ex-

pression de Jean-Michel Palmier). Cependant, on aurait aimé que la comparaison s'étende à des situations vraiment différentes, afin de comprendre les vraies permanences à l'œuvre dans ces micro-sociétés vivant en cercle fermé. Par exemple, la comparaison avec les exilés polonais en France au XIX<sup>e</sup> siècle, à peine esquissée par l'auteur, aurait sans doute été riche d'enseignements. La nation polonaise moderne s'étant forgée dans l'exil ("*l'exil polonais est la nation polonaise*" nous dit l'auteur), il aurait été intéressant de voir jusqu'à quel point ce passé glorieux a rendu plus légitimes et plus crédibles les exilés polonais de la Guerre froide, en comparaison avec leurs homologues tchécoslovaques ou hongrois.

Des cas radicalement divergents auraient peut-être permis de pousser encore plus avant la réflexion. Ainsi, il serait très certainement intéressant d'observer une de ces "exopolities" œuvrant dans un pays qui n'est pas favorable à sa cause. On pense par exemple à certains mouvements indépendantistes coloniaux émigrés dans leur "métropole", qui construisirent de toutes pièces une opposition au cœur de la cité impériale, plus encore, qui façonnèrent en exil une classe politique "autochtone" moderne qui n'avait encore jamais existé, ni au pouvoir ni dans l'opposition, dans le pays d'origine. Voilà d'ailleurs un cas qui, précisément, aurait pu

être comparé, *mutatis mutandis*, avec celui des exilés polonais du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il est vrai qu'on ne peut pas toujours brasser les siècles et les continents à la manière d'un Braudel. Le travail

de Stéphane Dufoix invite donc à poursuivre son défrichage à partir d'autres exemples, d'autres continents, d'autres périodes historiques.

Philippe Dewitte

## Algérie

### L'imposture des mots Yasmina Khadra

Julliard, 2002, 178 p., 16,60 euros.

► Sauf à s'intéresser de près à la personne et à la personnalité de Yasmina Khadra, l'intérêt de ce livre est tout entier contenu dans cette interrogation : la scène littéraire et médiatique parisienne est-elle devenue un tel champ de bataille que même un ex-officier de l'armée algérienne, pourtant aguerri, ne puisse faire face à des adversaires (on n'ose parler d'ennemis) qui ne brillent que par la vélocité de leur plume partisane ? Il y a une tradition bien française à tenir pour suspect le flic ou le militaire. Même si ce dernier a d'abord été encensé pour son travail d'écrivain (il est vrai qu'il publiait alors sous un pseudo et dans l'anonymat). Même s'il a combattu pour défendre des valeurs que la France républicaine pourrait partager contre des ennemis adeptes d'une barbarie sans nom. "*Marginalisé trente-six ans par une armée hostile à ma vocation de romancier, voici que mon Olympe de lumière me renie à cause de mon statut d'officier*" écrit-il. Faut-il faire porter le chapeau des manipulations manigancées dans on ne sait quel cabinet noir et

autres cercles occultes à cet ex-commandant de l'armée algérienne qui, jusqu'à preuve du contraire, a risqué sa vie, avec d'autres, pour faire barrage à des intégristes qui se réclament de l'islam ? Et allez donc savoir si l'Algérie n'était pas alors l'avant-poste, la base arrière d'une idéologie et de méthodes par tous réprouvées aujourd'hui ?

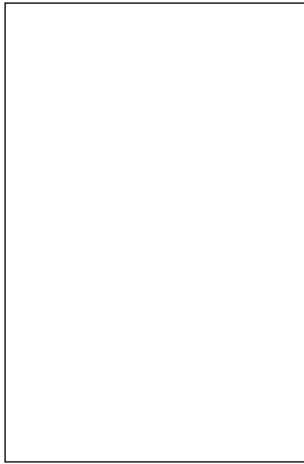
Il faut dire que notre homme a pris des risques. Pourquoi défendre ses anciens compagnons d'armes, quand la suspicion plane sur une armée et sur ses pratiques ? L'honneur et la fidélité sont des valeurs qui ont cours dans la littérature ou dans quelques essais philosophiques, mais point dans cette arène médiatique où pullulent les repentis de tous ordres, qui se pressent d'abandonner un navire qui prend eaux de toutes parts et s'empres- sent de se racheter ici une conduite à bon compte...

L'an dernier, Yasmina Khadra, dans *L'écrivain* (voir *H&M* n° 1231), levait le voile sur sa véritable identité : cette femme est un homme, qui plus est un militaire, le commandant Moulessehou. Mal lui en prit. L'accueil de cette annonce

révéla un "malentendu" : "*Un soldat qui écrit des polars rava-geurs sans la bénédiction de ses manitous* [les généraux algériens] relève d'une fiction de série B."

Pire encore, à la sortie du livre signé par Habib Souaïdia, un autre ex-officier algérien, *La sale guerre*, ses prises de position à contre-courant le précipiteront dans "*les hantises du doute*", après avoir enduré les "*affaires du dépaysement*". L'année 2001 n'aura pas été bonne pour notre écrivain ci-devant officier de l'armée algérienne. Pendant quarante jours, l'homme se montre plus perméable, plus sensible aux attaques, aux méchancetés, aux coups bas, aux antipathies qu'aux manifestations de sympathie. Il en est éprouvé : insomniaque, anorexique, fumant cigarette sur cigarette, il perd confiance, frisant la schizophrénie, il sent remonter en lui les vieux démons d'une enfance sans amour paternel.

*L'imposture des mots* n'est pas un roman. Il s'apparente à un document sur les mœurs médiatiques et sur la façon dont la question algérienne est devenue en France une foire d'empoigne, avec ses bataillons et ses francs tireurs : "*Je ne suis qu'un miroir. Chaque critique réagit à mes livres en fonction de ce qu'il est viscéralement.*" Mais Yasmina Khadra introduit tout de même une dimension fictionnelle. Il y dialogue avec Kateb Yacine, Nazim Hikmet, Nietzsche et surtout avec ses propres personnages : l'immoral Zane, celui qui prétend être son "ange gardien" ; Haj Maurice, qui lui pose LA question : "*Qu'est-ce qui t'a pris de*



défendre une armée décriée partout ?” ; le commissaire Llob, Da Achour, ou Salah l’Indochine. Ces dialogues, perçus par son entourage comme autant de “soliloques”, sont pour le lecteur le procédé littéraire par lequel Yasmina Khadra/le commandant Moulesse-houl rend palpable son déséqui-

libre, son ébranlement, ses doutes. La seule vocation qui ait jamais compté pour lui est la littérature. Et c’est elle qui à la fin devrait avoir le dernier mot : *“Depuis que le monde est monde, la bonne parole continue de se casser les dents sur le verbe des gourous ; le Bien n’a jamais triomphé du Mal, c’est le Mal qui finit toujours par jeter l’éponge, lassé de ses excès. Faut-il, pour autant, soupçonner systématiquement un ‘truc’ derrière chaque miracle ? Les roses ne repousseraient plus. Renoncer c’est la moins excusable des défections. Quand on prend les armes, on ne les dépose pas.”* Les armes de Yasmina Khadra se résument aujourd’hui à une feuille blanche et une plume. Son prochain livre est attendu pour la fin de l’année.

*Mustapha Harzoune*

**Vous ne pouvez pas nous tuer  
nous sommes déjà morts. L’Algérie embrasée**

Farid Alilat, Shéhérazade Hadid

Éditions 1, 2002, 243 p., 18,95 euros.

► Farid Alilat et Shéhérazade Hadid sont journalistes. Le premier a été, jusqu’en juillet 2000, rédacteur en chef du quotidien algérien *Le Matin*, la seconde officie comme envoyée spéciale sur Canal + et dans le magazine *Elle*. Ils reconstituent ici le fil des événements que l’on appelle en Kabylie, vingt-deux ans après un autre mémorable printemps, “le Printemps noir”. L’enquête se déroule entre avril et octobre 2001, c’est-à-dire depuis l’assassinat du jeune Massinissa Guerma dans la bri-

gade de la gendarmerie de Beni Douala et la manifestation interdite du 5 octobre sur Alger, appelée par les comités de villages kabyles. Les auteurs reprennent les faits, brossent le portrait de manifestants, de victimes, de leur famille. Ils esquissent quelques mises en perspective pour comprendre pourquoi cette région en est arrivée à se soulever aussi massivement, de manière aussi déterminée sans faillir ni faiblir depuis un an. Et ce malgré les provocations, l’attitude du pouvoir, à

commencer par celle de la présidence, les agissements visant à temporiser, à jouer l’essoufflement du mouvement, à diviser, à discréditer... Tout cela, la présente enquête le dissèque, parfois heure par heure.

Il ne s’agit pas d’un livre de réflexions ou d’analyses. Le lecteur est au cœur de l’action, aux côtés des manifestants, parfois avec les victimes. Leur détermination est époustouflante. Ils ne craignent pas d’avancer torse nu et sans arme face à des gendarmes qui, le plus souvent, sans jamais être en situation de danger, leur tirent dessus à balles réelles, usant de “munitions de guerre” et visant “les parties vitales les plus fragiles [...] et qui laissent peu de chances à une thérapeutique” – pour reprendre les termes du rapport d’enquête de juillet 2001.

Ces émeutes auraient fait 60 morts et 2 000 blessés, selon des sources officielles ; plus de 100 morts et quelque 6 000 blessés, selon la coordination des *archs* (tribus). Cette détermination individuelle nourrit une détermination collective, qui se renforce du fait des manœuvres présidentielles et de l’attitude des forces de répression. Ce que revendiquent ces Kabyles est consigné dans les quinze points de la plateforme d’El Kseur, petite ville située à quelques kilomètres de Bejaïa qui exige, notamment : le jugement “de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes” ; le départ des brigades de gendarmerie et des ren-

forts de police ; la proclamation du *tamazight* comme “*langue nationale et officielle, sans condition et sans référendum*” ; l’attribution d’une allocation chômage à tout demandeur d’emploi ; un État garantissant les droits socio-économiques et les libertés démocratiques...

Autre point d’importance dans ce livre qui remet de l’ordre dans les idées et rétablit la signification de ces actes et événements : la dimension identitaire du mouvement. Très vite, trop vite, certains se sont répandus à longueur de colonnes et d’entretiens radiotélévisés pour édulcorer cet aspect et mettre en avant les autres revendications de la *protesta* kabyle. Plus présentables seraient les mots d’ordre qui condamnent la *hogra*, exigent plus de justice, demandent des comptes à ce pouvoir sur la gestion du pays, crient leur ras-le-bol de la misère, etc. Pourtant il suffit d’entendre les témoignages, il suffit de suivre les manifestations, il suffit de voir la figure tutélaire de Matoub Lounès omniprésente en images comme par sa voix pour comprendre que les Kabyles se mobilisent et meurent non seulement pour en finir avec l’Algérie des généraux et de leurs affidés, mais aussi pour une reconnaissance pleine et entière de la personnalité algérienne.

Alilat et Hadid laissent deviner plus qu’ils ne le montrent l’éviction des deux formations politiques ancrées en Kabylie. Tandis que le FFS (Front des forces socialistes), pris de court et de vitesse, tente de rattraper le mouvement, le RCD

(Rassemblement pour la culture et la démocratie) semble discrédité par son soutien à Bouteflika, son départ tardif du gouvernement et les rumeurs persistantes qui courent sur ses responsabilités dans l’assassinat de Matoub Lounès. Quoi qu’il en soit, leurs divisions, leur incapacité à dégager des perspectives politiques, l’instrumentalisation de la question culturelle, tout cela a concouru à détourner de la politique une jeunesse kabyle fatiguée et lassée de ses aînés.

Restent ces fameux comités des *archs*, qui structurent le mouvement. Malheureusement, sur ce point, le lecteur reste sur sa faim. Quitte à être à l’intérieur de la mobilisation, au moins aurait-il été judicieux de nous aider à en

comprendre la dynamique interne, sa structure organisationnelle, ses mécanismes décisionnels... Pire peut-être, après la lecture de la somme rédigée par Alain Mahé (voir *H&M* n° 1236), on se rend compte que les auteurs sont passés peut-être à côté de l’essentiel.

Le livre se termine sur les dangers de la désobéissance civile et évoque les appels, pour l’heure marginaux, à l’autonomie. Depuis, la coordination des comités des *archs* a appelé au “*rejet*” des prochaines élections législatives. Le FFS et le RCD se sont alignés. En Kabylie, la mort ne fait plus peur. Le désespoir est grand dans une région qui semble coupée de toute solidarité. Tout est possible.

M. H.

### Camping Abdelkader Djemaï

Seuil, 2002, 124 p., 12 euros.

► On sait la gourmandise d’Abdelkader Djemaï pour les mots et son souci de goûter son plaisir avec le lecteur. Il se refuse à l’ennuyer et s’applique à faire passer sa malice, sa bonhomie et une dose d’hédonisme salubre dans le *malstrom* de la littérature algérienne.

Prenez ce dernier livre. Il est court, sans véritable intrigue, et pourtant le charme opère, l’art du conteur ravi le lecteur d’un texte qu’il faudrait autant entendre que lire. En deux temps et trois mouvements, sans en avoir l’air, Djemaï brosse le tableau d’une société, de son histoire et, en quelques subreptices esquisses, laisse deviner tel ou tel événement. Comme rien de ce qui est humain n’est étranger à cet

écrivain, il laisse s’échapper d’entre les lignes les effluves d’une *calentina* au cumin (la recette est dans le livre !), quelques notes de raï chantées par la grande Remitti ou quelques scènes d’un bon vieux

Barabbas avec Anthony Quinn. L'amour aussi est rarement absent. Ici, Aphrodite a soufflé sur le cœur d'un gamin : "J'allais bientôt avoir onze ans et mes premiers poils. C'était aussi les premières vacances de ma vie." Un mois entier de juillet au "camping zéro étoile" de Salamane, surnommé "La Marmite" par ses habitants. Là, il tombe amoureux de Yasmina, la sœur de celui qu'il ne peut pas souffrir : ce "Kinder Bueno" dont il finira par se faire un copain. "Il ne faut pas croire que j'étais un hypocrite ou un petit malin, mais j'en ai fait – par la force des choses – mon copain bien qu'il continuât à me les gonfler avec ses Adidas à trois bandes et sa casquette qui s'allumait [...]. Il ne faut pas non plus penser que je tournais [...] autour de la petite pour qu'elle me fasse les papiers, comme ça je pourrais facilement venir chez elle, à Aubervilliers." Car la famille de Kinder Bueno vient de France. Ce sont des émigrés ! Sa grand-mère a transformé sa tente en un supermarché qui fait aussi bureau de change. Pistonnée par un neveu, officier des douanes, "toute l'année, elle était approvisionnée par sa fille aînée" qui réside à Aubervilliers. Pas très sympa (ni forcément très juste) pour les émigrés mais, en contrepoint, déambule la silhouette tragique de Cassidy, par deux fois expulsé de France faute de papiers et qui "rêvait à voix haute de retraverser cette mer". Car derrière l'anodin, l'anecdote, le ton distancé, se dissimule le sens. Il y a la vie à l'intérieur du camping, ses personnages plus ou moins pit-

toresques qui campent à eux seuls la société algérienne. Cette société où se préparent les municipales de 1991. Les partis pullulent, la mascarade tourne à la grosse blague. Pourtant, "personne, encore moins les morts, n'aurait imaginé que cette sinistre rigolade nous conduirait au cimetière [...]".

Face au camping, surplombant La Marmite, il y a la villa du colonel "naturellement originaire de l'Est". Ses propriétaires et leur jeunesse dorée ne manifestent que mépris pour ce peuple qui assiste au défilé de la clientèle du régime :

"Des prétentieux, voleurs, ou lècheurs de babouches". Après les élections et le débarquement des "martiens" sur toutes les plages du pays, tout a changé l'année suivante au camping. L'atmosphère est plus lourde, la mort rôde. Cassidy n'est plus là. Yasmina non plus. Le gamin aurait aimé lui faire découvrir sa ville, partager avec elle sa passion pour la géographie... Il avait douze ans. C'était ses deuxièmes vacances. "Ses dernières aussi. L'été qui s'annonçait était un été de cendres."

M. H.

## P a l e s t i n e

### La porte du soleil Elias Khoury

Actes-Sud/Sindbad, *Le Monde diplomatique*,  
2002, 630 p., 24,90 euros.

► Il faut lire sans tarder *La porte du soleil*, du Libanais Elias Khoury. Ce texte sombre et incandescent, déjà présenté comme le récit de l'odyssée tragique des Palestiniens, restitue à ce peuple son nom : "Mon Dieu, il nous faut du temps pour porter notre nom, pour que notre nom devienne vraiment notre nom." Que sait-on du drame palestinien ? L'indifférence internationale (depuis 1948 !) suppose des consciences bien peu tourmentées ou incapables de se défaire d'une seule version de l'Histoire. "Tant que le lion n'aura pas d'histoires, l'histoire favorisera celle du chasseur" dit un dicton africain. Elias Khoury s'est attelé à une tâche folle : raconter l'épopée du peuple palestinien, village par

village, famille par famille depuis le désastre de 1948 (*la Nakba*) jusqu'à nos jours. Pour qui avait lu ses trois précédents romans traduits en français, il ne sera pas surprenant de retrouver les qualités du romancier qui pousse son art vers des sommets. Mieux, il semble rompre avec tous les genres connus : la parole, rapportée ici sans guillemets, se fait écriture ; ce livre, construit autour de témoignages, n'est pas un roman historique, mais il ouvre pourtant sur l'Histoire ; ce récit d'un drame collectif voit, à chaque page, s'extraire de la boue de l'histoire des hommes et des femmes jusque-là sans nom et sans voix ; enfin, le souffle de la geste palestinienne est là, palpable, mais sans trace d'héroïsme

ou de grandiloquence. La structure circulaire adoptée par Elias Khoury ne perturbe jamais le lecteur. Le tour de force est d'autant plus appréciable que *La porte du soleil* court sur plusieurs décennies, brasse près de trois cents personnages et moult faits historiques.

Cette histoire collective n'est pas écrite au détriment de l'individu. La dimension humaine de ce drame est ici magnifiquement rendue. Sans jamais céder aux sirènes de la compassion ou de l'idéologie, la litanie des expulsions, des persécutions, des exécutions sommaires, des tortures, des emprisonnements abusifs, du malheur et de la misère endurée... rompt avec le terrible anonymat des chiffres : *"La terreur c'est le chiffre, et c'est pourquoi les gens portent sur eux les photos de leurs morts [...], ils en ont fait les substituts des noms."* Oui ! ce livre est admirable, c'est-à-dire étonnant, par sa puissance et sa profondeur, mais aussi beau car sa matière a été malaxée dans une glaise faite d'amour et d'humanité.

Sa trame, dense, est tissée autour de deux histoires d'amour. Celle qui a uni une vie durant malgré les séparations imposées par l'exil, Younès à Nahîla ; et celle, shakespearienne, qui rassemble Khalil et Shams ("soleil", en arabe). L'amour est donc au centre de ce récit. L'amour et la femme palestinienne. Younès, le vieux *fedayin* et ex-responsable du Fatah (Mouvement national de libération palestinien) gît sur un lit d'hôpital – le fantomatique et irréel hôpital

Galilée du camp martyr de Chatila. Plongé dans un coma profond, il est condamné. Seul Khalil croit en sa résurrection. Pour le ramener à la vie, il va, des mois durant, le veiller. Comme la Shéhérazade des Mille et une nuits, il parle et raconte des histoires à ce corps végétatif. Comme elle, Khalil parle *"pour acheter la vie"*, celle de Youcef qui est aussi la sienne et celle de tout un peuple, et ainsi sauver l'humanité entière car *"le corps d'un seul être humain constitue l'incarnation de toute l'histoire de l'humanité"*.

Le livre est un long monologue où une histoire en appelle une autre. Où chaque récit est irréductible à une seule version. *"L'histoire possède en fait des dizaines de versions différentes et, lorsqu'elle se fige en une seule version, cela ne mène qu'à la mort."*

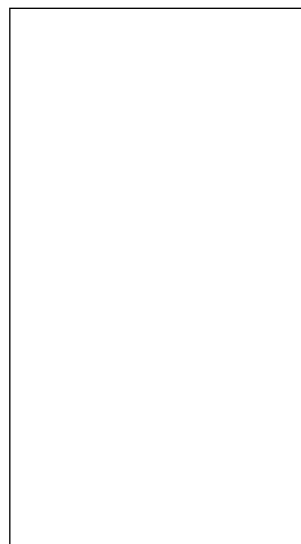
Il faut sans doute ne pas connaître le poids de la culpabilité européenne héritée de la Shoah et ne pas subir la pression médiatico-morale quant à cette terrible page de l'histoire contemporaine pour oser, comme le fait ici Elias Khoury, comparer la tragédie palestinienne à celle dont ont été victimes les Juifs d'Europe, oser dénier aux Israéliens le statut de victime : les colons-soldats, écrit-il, *"ne ressemblent pas à ceux qui sont morts, tandis que ceux qui sont morts alors ressemblaient à Nahîla et Oum Hassan"*.

Khoury raconte aussi les dérives du mouvement de libération, le sort que les "frères" arabes ont réservé à ces réfugiés bien encombrants, la vie dans les camps, le massacre de

Chatila, ce que l'on a appelé "la guerre des camps", le racisme de la société libanaise à l'égard des Palestiniens privés de tous droits et parqués dans des ghettos où, comme les Juifs de Venise entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, ils sont enfermés, tenus à l'écart.

Les pages les plus poignantes portent sur l'illusion dont se bercent les Palestiniens eux-mêmes : ces histoires toujours ressassées et qui regorgent de faits héroïques, ces hommes et ces femmes qui collectionnent les clefs de leurs maisons alors que les portes ont été détruites, les cassettes vidéo, ces *"rêves éveillés"* d'une Galilée illusoire. Les *"murs de l'Histoire"*, *"l'illusion de la mémoire"*, sont devenus la prison des Palestiniens. *La porte du soleil* est peut-être le premier livre qui traduit avec autant de force et d'acuité la difficulté et peut être la nécessité pour ce peuple de prendre conscience de son exil.

M. H.



## Universalité du Coran Mohamed Talbi

Actes Sud, 2002, 58 p., 9 euros.

► Islamologue, professeur à la faculté des Sciences de Tunis, Mohamed Talbi offre ici une lecture du Coran particulièrement utile en ces temps où la suspicion des ignorants, l'hostilité des imbéciles mais aussi la sécheresse exégétique de barbus enturbannés frappent une religion qui, comme toutes les autres, n'est et ne sera que ce que les hommes voudront bien en faire. Mohamed Talbi expose son approche du texte sacré "qui doit être sans cesse contextualisée et actualisée en tenant compte des 'maqâsid', des intentionnalités du texte". Ici, le Coran est "guidance (Hudan), vecteur orienté". Voilà pourquoi cette lecture est qualifiée de "vectorielle": "Nous suivons le vecteur qu'il nous indique, et nous mar-

chons, non en regardant derrière nous vers les Anciens (Salaf), mais vers l'avenir; celui de nos petits-enfants." Ainsi, précise l'auteur, "notre lecture est aux antipodes des lectures intégristes, [...] et ce travail, quoique limité, s'intègre néanmoins dans nos efforts de rénovation de la pensée musulmane".

"Contrairement aux prophètes d'Israël [...], y compris Jésus, tous envoyés au peuple élu", le message coranique s'adresse à tous les hommes. Sur cet universalisme, l'auteur aurait pu rappeler l'œuvre de Saint Paul. Mais enfin, point de communautarisme ici aussi, si ce n'est la communauté humaine "sans distinction de lieu, de race ou de couleur". Un universalisme qui se vérifie dans

les confluences des expériences mystiques où se rejoignent soufis, hindouistes, bouddhistes, chrétiens, ou juifs... Préfigurant peut-être le plus moderne des individualismes, pour Mohamed Talbi l'individu occupe une place centrale en islam: "Lis le Coran comme s'il était descendu sur toi" dit un hadith cité par l'auteur.

L'islam de Talbi est message d'amour, de justice, de responsabilité écologique, de solidarité avec les déshérités. Et de liberté. En enfreignant l'interdiction de toucher au fruit de l'arbre défendu, Adam et Eve n'ont ni commis de péché ni prétendu à la connaissance. Ils ont choisi la liberté et "le prix de cette liberté" qui est la pluralité. Le fameux précepte, "pas de contrainte en matière religieuse", prend alors tout son sens car si l'espèce humaine est une, elle n'est point uniforme. Et si l'individu est

PUB

au centre de ce message, il y est dès lors comme sujet.

Quid de l'égalité des sexes, cette question récurrente sur laquelle chaque croyant se réclamant de la prophétie mahométane est attendu ? Pour Talbi, point d'ambiguïté ici non plus : la justice professée par le Coran "*implique l'égalité des sexes*". Un peu court ? Talbi cite alors le verset suivant : "*L'homme et la femme sont une même âme en deux, une paire d'un même être.*" Voilà qui pourrait servir les partisans de la parité, car pourquoi craindre des dérives communautaristes si l'homme et la femme sont consubstantiels l'un à l'autre ?

L'auteur ajoute sans barguigner que "*le foulard dit islamique n'est pas coranique*" et rappelle la seule obligation qui est faite, à la femme

comme à l'homme : celle de la décence, "*selon l'usage courant*". Nul n'est obligé de partager la foi de l'auteur. Personne n'est même tenu de le suivre dans sa lecture du Coran et son discours qui "*est celui d'un musulman, par la conviction et la praxis*". Qu'il suffise de rappeler que le Coran – comme la Bible – se prête à plusieurs interprétations, à plusieurs "*vecteurs*" et que personne ne peut se targuer d'en détenir la légitimité exclusive et intégrale et, de prétendre ce faisant à l'exercice d'un terrorisme intellectuel moral ou autre. Terminons sur un dit de l'imam Ali, le gendre du prophète, que ne devrait pas renier Talbi : "*Ne leur oppose jamais le Coran. Le Coran a bon dos et multiples facettes...*"

M. H.

autre erreur qui rendra plus étouffant encore le quotidien au bureau. "*Comment vivre sans jamais donner de soi ?*" s'interroge Zohra. Détresse, désarroi, aboulie, dépression... Zohra s'ennuie. Hier, la figure d'une femme dans son temps et dans sa société s'appelait Emma Bovary. Aujourd'hui, elle se prénomme Zohra. Point de Rodolphe pour étourdir la jeune femme, mais une piscine et... la pratique disciplinée de la natation. Car Zohra, entre midi et deux, s'échappe en direction du Château d'eau, la piscine municipale où un maître nageur a décelé en elle de réelles potentialités. Mais rien n'étant acquis d'avance : pour que le virtuel devienne effectif, il y faut des heures de travail, d'effort, de perfectionnement sous le regard froid d'Albert et ses conseils péremptaires : "*À force de se contenter du minimum, on vit dans un monde où rien n'a de consistance.*" Zohra retiendra ses leçons. Ici, point de suicide comme chez Flaubert. Si elle ignore ce qu'elle fera de l'avenir, elle sait qu'il ne s'agit plus "*de faire*" ou "*de se précipiter sur un masque qui vous défigure*". Il va falloir "*donner de soi*". Sa gratitude pour Albert est telle qu'elle aurait aimé lui faire partager la scène finale où elle décide de briser toutes les cages, fussent-elles de verre, qui emprisonnent les vies et empêchent les existences de se réaliser. Si Malika Wagner utilise la natation comme métaphore existentielle, il va de soi que chacun est libre du choix de sa discipline...

M. H.

## R o m a n s

**Le château d'eau** Malika Wagner

Actes Sud, 2001, 134 p., 13,60 euros.

► Après *Terminus nord* (Actes Sud, 1992) et *Isabelle* (Actes Sud, 1998), Malika Wagner publie là son troisième roman. Le personnage central est une femme qui se prénomme Zohra. Là est peut-être sa seule "*singularité*", ce prénom "*exotique*" – légué par un père absent – qui porte en lui comme un "*malaise*", une "*incertitude*", et qui l'a contraint à cette "*douloureuse attention à soi qui rend parfois si pesantes les relations avec autrui*". Pour le reste, partageant le lot commun de bon nombre de ses contemporains, Zohra essaye de trouver un sens à

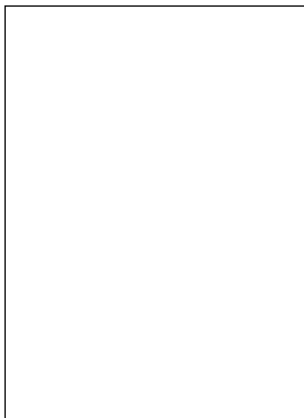
son existence dans un "*univers anémié*". Elle travaille depuis peu dans une jeune agence de communication spécialisée dans la création de sites Internet. Plantée au cœur du virtuel, elle s'applique sans enthousiasme et sans âme à vendre de l'illusion marchande en traînant les mots dans la boue, pour paraphraser le poète marocain Abdellatif Laabi.

Tout est factice. Superficiel. Trop lisse. Chacun est soumis au même et unique critère de réussite : l'argent. Une humanité de robot. À l'instar de cette nuit passée avec Enzo, un copain de l'agence. Une



### Les récits de l'institution Gamal Ghitany

Traduit de l'arabe (Égypte) par Khalid Osman  
Seuil, 2001, 367 p., 19,82 euros.



► Ce roman débute par un mystère géologique frappant le lieu servant à la fondation du siège d'une très grande entreprise, celle qui devient dans le récit l'"Institution". De cette énigme, Gamal Ghitany va prendre prétexte pour nous faire découvrir des morceaux d'histoire du lieu et de ceux qui habitent à proximité. L'histoire de l'Égypte, lointaine et plus récente, est présente dans la narration. Mais c'est surtout la vie de l'Institution – un monde en soi – qui est disséquée. L'auteur pénètre l'entreprise, domaine par domaine, département par département, décrivant à chaque fois un pan de vie des gens de l'Institution. Les étapes de ce cheminement sont autant d'occasions de nous faire connaître quelques fidèles du "Fondateur", dans leur opposition plus ou moins feutrée à ses successeurs. Laura du premier, l'attachement de ses plus proches collaborateurs, rendent encore plus calculateurs les seconds et ceux

qui les servent. C'est ainsi que l'on prend connaissance des services... de l'informatique, du "garage", de la communication. Les successions s'offrent comme autant de conjonctures et éclairent les stratégies des uns et des autres. Les avidités se révèlent, les intrigues pour acquérir le pouvoir se multi-

plient, mettant parfois en péril les positions des prétendants et même leur vie privée. L'Institution se ressent des épisodes historiques et politiques du pays – comme les nationalisations –, mais surtout elle est une logique qui imprègne et conditionne les rapports humains et les jeux de pouvoir. Par ce voyage, l'auteur dresse un tableau cynique de toute une société pour mieux en dénoncer la dérive économiste.

*Abdelhafid Hammouche*

## R é c i t

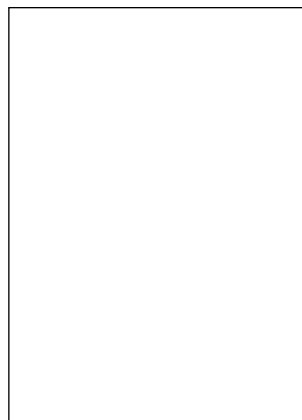
### Le monde à côté Driss Chraïbi

Denoël, 2001, 227 p., 18,29 euros

► C'est avec plaisir que l'on retrouve l'auteur du *Passé simple*. *Le monde à côté* est un récit qui fait suite à ce livre de référence. La parution du *Passé simple*, dans les années cinquante, avait fait grand bruit et passait pour une remise en cause sans complaisance de la société traditionnelle marocaine. *Le monde à côté* montre le contexte dans lequel Driss Chraïbi l'a écrit, puis publié ; et la carrière littéraire qui s'en est suivie. C'est donc le parcours de l'auteur que l'on découvre, depuis ses relations avec ses éditeurs et ses publics jusqu'à ses retrouvailles avec le Maroc. On le suit à Paris au début de son exil, dans ses moments de flottements, ses difficultés, ses amours. On l'accompagne, et l'on voit naître les idées qui deviendront autant d'écrits : *Les boucs*, consacré au racisme en France ; *La civilisa-*

*tion, ma mère ; L'inspecteur Ali ;* et d'autres encore. On le suit à *France Culture*, et dans ses rencontres avec bien des célébrités. Le regard qu'il porte sur les choses et les hommes est sensible, le ton est juste. Driss Chraïbi, dans ce livre, exprime sa double appartenance culturelle avec un humour, une sensibilité et une liberté critique constants qui rendent l'écrivain encore plus attachant.

*A. H.*



## Sociologie

### Ombres et lumières de la famille Nour

Catherine Delcroix

Denoël, 2001, 227 p., 18,29 euros

► Catherine Delcroix est sociologue, maître de conférence à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et chercheur au CNRS. Dans ce livre on ton parfois mièvre – le titre en donne déjà un aperçu – l'auteur se livre à un exercice original dans des cercles où l'appareillage statistique et l'étude de groupes représentatifs confèrent, si ce n'est une garantie scientifique, à tout le moins quelque crédit ; et surtout une grille de lecture de portée générale. Ici, Catherine Delcroix invite le lecteur à partager l'histoire d'une seule famille, les Nour et leurs huit enfants. Cette famille marocaine vit depuis trente ans dans la même cité. Pendant six ans, l'auteur a mené des entretiens avec chacun des membres de la famille, reconstitué son histoire, s'est attaché à suivre les uns et les autres, à soutenir tel ou tel, à leur manifester une réelle empathie. Amin est arrivé en France en 1969, pour y travailler. Clandestin, il sera régularisé en 1972. C'est au Maroc qu'il épouse Djamilia. En 1982, deux accidents du travail successifs le condamnent au chômage et à la dépression. Le foyer des Nour bascule. Non seulement Amin se remarie au Maroc, mais il caresse même l'idée d'un retour définitif et collectif au pays. L'échec de la tentative laissera des traces. Tandis que Djamilia, sa première femme,

rentre en France avec ses enfants, lui commence à mener une double vie. Tantôt en France. Tantôt au Maroc avec sa seconde épouse. Djamilia tient alors un rôle central. C'est elle qui assume tout : les comptes du ménage, la scolarité des enfants, les problèmes médicaux lourds et graves de trois de ses fils, les relations avec les services administratifs, hospitaliers, sociaux. Elle se démène sans compter, aidée par Leïla, sa fille aînée, la seule de la fratrie qui soit en situation de réussite. Djamilia enclenche aussi les

stratégies permettant à la famille de "résister face à la précarité" et, en maintenant constant le dialogue au sein de la famille, permet aux uns et autres de ne pas baisser les bras.

L'auteur démonte un à un les mécanismes mis en œuvre par les uns et les autres pour lutter contre la précarité, le chômage, le manque d'argent, les discriminations à l'école, sur le marché du travail ou face aux institutions... À partir de cette expérience qui lui semble suffisamment représentative – on y revient –, et des conclusions qu'elle tire de son enquête, l'auteur retrouve les résultats d'autres travaux, plus généraux ceux-là, qu'elle met en regard de son étude.

M. H.

## Recensement

### Who Count's ? The Politics of Census-taking in Contemporary America

Margo J. Anderson, Stephen E. Fienberg

Russell Sage foundation, New York, 1999, 233 p.

► La question de la réforme du recensement entreprise en France a fait l'objet de multiples discussions entre spécialistes, mais n'a pas encore touché le "grand public". C'est tout le contraire de ce qui se passe aux USA, où la moindre modification fait l'objet de vastes débats et polémiques, mettant aux prises tous les acteurs de la société civile, du citoyen aux universitaires en passant par les politiques pour se terminer devant les tribunaux. Pas moins de deux décisions de la Cour suprême des

USA ont bloqué toute velléité de moderniser les procédures de recensement mises au point par le bureau qui en a la charge.

C'est cette histoire que deux universitaires, Margo J. Anderson, historienne, et Stephen E. Fienberg, statisticien, nous présentent, avec une bonne dose d'humour, dans un ouvrage sérieux et documenté et surtout lisible par tous ceux qui, sans être ni statisticien, ni démographe, ni membre de l'Insee ou de l'Ined, s'intéressent cependant aux questions du recensement. Le

titre de leur ouvrage, *Who Count's*, est un jeu de mots, qui, de même que les très caustiques dessins de presse qui le jalonnent, souligne ironiquement que celui qui est compté compte au moins autant, si ce n'est plus, que celui qui compte. Les auteurs rendent abordables les débats complexes et souvent confus, au cours desquels s'affrontèrent et s'affrontent toujours libéraux et conservateurs sur un mode inconnu en France. Ces controverses, pas toujours menées de bonne foi, ont néanmoins le mérite d'avoir eu lieu publiquement, et accessoirement d'avoir fait perdre de leurs certitudes aux spécialistes obligés de se justifier sans cesse pour garder leur légitimité. Le conflit a surgi dans les années quatre-vingt, alors que le Bureau, affinant ses méthodes de calcul de la population légale des USA, a voulu y intégrer une catégorie particulière recensement, nommée *undercounts*, celle qui justement n'y répond pas, volontairement ou non. Les enjeux sont considérables, puisque ses résultats déterminent la répartition des subventions fédérales entre les États, les villes, etc. ; et que, dans ces conditions, estimer ces *undercounts* est primordial, spécialement parce que ce sont les plus pauvres qui sont aussi les plus difficiles à recenser. C'est alors que les politiques prirent conscience que cette inclusion influait aussi sur la répartition des quatre cent trente-cinq sièges de la Chambre des représentants, nombre constant depuis 1910, bien que la population ait plus que doublé pendant la même période.

Le débat a aussitôt quitté les sphères de la statistique pour rentrer dans la tourmente politique et judiciaire opposant les États perdants aux États gagnants. Ils s'en remirent au judiciaire, qui a validé cette catégorie pour la répartition des subventions fédérales, et interdite pour celle des sièges à la Chambre. Mais cette polémique en cache une autre, plus proprement étatsunienne, qui renvoie à l'histoire des recensements aux USA. Le premier, réalisé en 1790, déterminait le nombre d'Américains par "*l'addition de toutes les personnes libres, incluant celles encore au service militaire mais en excluant les Indiens non imposables, et les trois cinquièmes de toutes les autres personnes*". Seuls les Indiens payant des impôts, autrement dit "civilisés", furent donc inclus, alors que les termes "autres personnes" désignaient les esclaves. Il n'y avait apparemment aucune classification raciale, puisque tout reposait sur un statut civil, mais – très vite – dans le discours populaire comme dans les formulaires, ce furent des attributs raciaux *White, Black, Colored, Nigger, Indian*, etc. qui s'y substituèrent selon les périodes. Le lecteur trouvera dans ce livre toute une série de rappels sur la façon dont les *Non-White* furent traités par la majorité *Wasp* (*White Anglo-Saxon Protestant*). Par exemple jusqu'aux années quarante, la naturalisation était réservée aux immigrants *White* ; les rares *Non-White* qui arrivaient à l'obtenir, devenaient *White by Law*. Les Asiatiques, principalement des Chinois, exclus de la naturalisation, étaient classifiés comme

*Non-White* et répertoriés en tant qu'"étrangers inéligibles à la citoyenneté".

Dès les années quarante, des chercheurs s'étaient aperçus de l'existence d'un écart important entre le nombre de personnes inscrites sur les fichiers de la conscription et les chiffres du recensement. Ces travaux, comme d'autres par la suite, mirent en évidence l'importance des *undercounts* chez les Noirs américains, et plus généralement parmi toutes les minorités dites ethniques (*Hispanic, Indian*, etc.). Cette sous-estimation a pris un aspect plus politique lorsque, à la suite de ce que les auteurs nomment justement "la révolution des droits civiques" des années soixante, leurs représentants exigèrent une amélioration de leur traitement qui passait, à leurs yeux, par une meilleure estimation de leur nombre. Le paradoxe, que soulignent les auteurs, est que les militants des droits civiques, pour garantir l'égalité de traitement aux personnes privées de leur libre citoyenneté à cause de leur "race", ethnique ou couleur, s'appuyèrent les critères racistes dits de *Jim Crow*, qui connurent dès lors une nouvelle légitimité. Ces militants accusèrent le Bureau d'organiser sciemment, par racisme, le sous-recensement des Noirs américains. Un périodique militant exigea, en 1969, une meilleure performance du Bureau afin de répondre aux besoins sociaux des quartiers majoritairement noirs. "*Les données qu'ils utilisent sont fausses, parce que 10 % des Non-Blancs ne sont pas pris en*

*compte*”. Il accusa aussi le Bureau de ne recruter que des recenseurs blancs, qui *“ont peur d’aller dans des habitats délabrés pour compter les têtes noires, [affirmant que] seuls des recenseurs noirs peuvent organiser le recensement dans les zones des ghettos”*. Et il est vrai, comme le montrent les deux auteurs, que l’exemple des manipulations des données du chômage auxquelles se livrèrent, durant les années trente, les responsables du Bureau favorables au président Hoover ne pouvaient que les inciter à la méfiance.

Durant les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le Bureau tenta, souvent avec succès, d’améliorer ses procédures de recensement mais sans jamais réussir, malgré l’importance

croissante des moyens financiers et humains mis à sa disposition, à diminuer notablement l’écart entre les *White* et les *Non-White* en matière de réponse aux différents recensements, d’où l’idée de ne procéder à l’avenir que par échantillonnage.

En dehors des polémiques, d’autres questions<sup>(1)</sup>, dont on peut regretter que les auteurs de *Who Count’s* – favorables aux nouvelles méthodes de recensement – ne les abordent pas, nous semblent être soulevées. Depuis les années soixante-dix aux États-Unis, et dans les années quatre-vingt-dix en Grande-Bretagne, le choix d’une autoaffectation dans une catégorie dite “ethnique” a fait son chemin, se substituant aux cases précodées

des anciens formulaires. Mais qu’en est-il réellement quand le recensement se fait par “échantillonnage”, si au lieu du recensé, la composition ethnoraciale des USA est délivrée par la “machine” ? Est-on encore dans l’autodéfinition ? Ne revient-on pas plutôt à une nouvelle forme d’imposition ? La question est loin d’être anodine. En Grande-Bretagne, par exemple, où les enjeux sont similaires à ceux des États-Unis, afin d’obtenir un recensement aussi exhaustif que possible et dans le même souci de ne pas “sous-recenser” les minorités ethniques, les recenseurs décidèrent de “créer<sup>(2)</sup>” – par calcul statistique et en s’appuyant sur des données collectées lors de la campagne de recensement – des

PUB

“ménages” (et donc les personnes supposées les composer), lorsque s'avérait un risque de sous-évaluation d'un groupe : 869 098 personnes furent ainsi “artificiellement créées”, dont 114 065 (13,12 %) auxquelles furent attribuées des appartenances ethniques minoritaires. Un autre chercheur, David Owen, a ainsi montré que, dans certaines zones urbaines, notamment dans le centre de Londres, plus de 10 % du total des groupes minoritaires ont ainsi été “créés”<sup>(3)</sup>. En moyenne, dans les dix-sept *local authorities* pour lesquelles le taux d'imputation pour les groupes minoritaires dépasse 5 % de ces groupes, plus de 56 996 individus, soit 7,8 % des 735 397 “minoritaires recensés” le furent de la même façon suivant en quelque sorte la démarche décrite par K. Wallman. Pour lui, “*l'auto-identification était la façon préférable d'obtenir des informations sur la race ou l'ethnicité d'une personne, sauf quand l'observation identificatoire est plus pratique*”<sup>(4)</sup> ! Manifestement, le critère d'auto-identification ignore radicalement le rapport de domination et de hiérarchisation des groupes dits “ethniques” ou “raciaux” dont elle dépend et qu'elle organise. C'est ainsi que lors des procédures de contrôle postérieures au recensement de 1991, qui furent organisées au Royaume-Uni, un pourcentage important de personnes classées dans tel ou tel groupe minoritaire fut amené, à l'issue du face-à-face avec le contrôleur, à modifier son “appartenance” : si seulement 0,6 % des *White*, et 1,3 % des *Indian Sub-*

*continent* ont été “réaffectés” à l'un des trois autres groupes, les pourcentages grimpent à 12 % pour les *Blacks* et à 21,9 % chez les *Others*. Au total, selon les chiffres officiels, 13,2 % des *Black, Indian et Others* ont changé de catégorie<sup>(5)</sup>. Ces questions ne peuvent laisser indifférent, surtout au moment même où des personnes et des groupes réclament, en France et en Europe, que soient enfin pris en compte les situations, comportements, attitudes racistes et discriminatoires dont elles/ils sont les victimes et notamment par la mise en œuvre de programmes du type *Affirmative Action*, déjà en vigueur dans de nombreux pays européens<sup>(6)</sup>. Au cours du débat de ces dernières années autour d'une possible constitution en France de statistiques “ethniques”, les difficultés rencontrées dans les pays qui y ont recours n'ont guère été évoquées, et il n'a pas été fait de liens directs, à notre connaissance, avec le passage à un recensement par sondage. Il serait peut-être temps d'y réfléchir.

*François Vourc'h*

1)- On retrouvera ces arguments plus largement exposés dans le texte de notre contribution aux Journées d'animation de la recherche organisées par l'ANRS (Agence nationale de recherches sur le Sida), avec Véronique De Rudder, “Sida et immigration : la recherche en questions”, les 9 et 10 octobre 2000, lorsque les actes seront publiés.

2)- Les responsables du recensement récusent cette accusation de créer des ménages et des personnes “fictifs”. La méthode utilisée est décrite précisément par Martin Bulmer, “The Ethnic Question in the 1991 Census of Population”, in David Coleman and John Salt (eds),

*General Demographic Characteristics of the Ethnic Minority Populations*, vol. 1, chap. 2, OPCS, Londres, 1996, pp. 33-62, [www.soc.surrey.ac.uk/CASS/Census.html](http://www.soc.surrey.ac.uk/CASS/Census.html).

3)- Tableaux et chiffres cités p. 11 par Bulmer op. cit.

4)- En cas de décès, précise Katherine K. Wallman (chief statistician, US Office Management and Budget), in *The American Statistician*, vol. 52, n° 1, février 1998, pp. 31-33, [www.amstat.org/publications/tas/abstracts\\_98/wallman.html](http://www.amstat.org/publications/tas/abstracts_98/wallman.html).

5)- Table 10.7 d, p. 119, “Agreement Rates and Net Distributions Between Categories Recorded in 1991. Census and Census Validation Survey Quality Check, Great Britain : Ethnic Group (four main groups)”, in *1991 Census General Report Great-Britain*, author CPCS/GRO(S), HMSO, Londres, 1995.

6)- Voir les actes du séminaire “Combating racial discrimination : Affirmative Action as a Model for Europe”, sous la direction de Erna Appelt et Monika Jarosch, Berg, New York, 2000. On notera que le titre du séminaire était écrit sous la forme interrogative qui a (significativement ?) disparu lors de l'édition des actes.